

# SOUTIEN À LA PARTICIPATION AUX MANIFESTATIONS

Retours d'expérience des participant!e!s

2018-2020

## SOUTIEN À LA PARTICIPATION AUX MANIFESTATIONS SCIENTIFIQUES

Dans le cadre de ses missions, l'Institut de la longévité, des vieillesse et du vieillissement (ILVV) propose la prise en charge de doctorant-e-s et post-doctorant-e-s pour faciliter leur participation à des événements scientifiques, qu'elles/ils interviennent pour présenter leurs travaux ou souhaitent y assister. Lors de l'organisation d'événements, nous accompagnons l'équipe organisatrice en lançant un appel à candidature auprès des doctorant-e-s et post-doctorant-e-s. Leur demande est évaluée par un comité qui retient celles et ceux pour lesquels la participation apparaît la plus pertinente et bénéfique. Depuis la création de l'ILVV, nous avons accompagné les quatre manifestations suivantes avec ce dispositif. Ce document présente les retours d'expérience.

### **Journées d'étude « Vieillissement et territoire : expériences croisées » organisées par le REACTIS à Metz les 14 et 15 novembre 2018**

Ces Journées d'Études avaient pour objectif de construire une réflexion croisée sur le vieillissement dans les territoires en ouvrant des perspectives à fois interdisciplinaires (sociologie, géographie, économie, santé publique) et comparatistes (France, Belgique, Espagne, Allemagne, Québec) impliquant chercheurs, professionnels et acteurs de la société civile. Ces journées, qui se sont tenues à Metz, étaient organisées par plusieurs laboratoires de sociologie, géographie et économie de l'Université de Lorraine et le Réseau d'Études International sur l'Âge, la Citoyenneté et l'Intégration Socio-économique (REIACTIS).

Deux participantes ont bénéficié de ce soutien :

- **Cécile ROSENFELDER**, post-doctorante à l'EHESP, titulaire d'un doctorat de Sociologie de l'Université de Strasbourg
- **Aurélié CHOPARD-DIT-JEAN**, doctorante en psychologie à l'Université Bourgogne Franche-Comté, MSHE Ledoux USR 3124.

### **Workshop « Economic exclusion in old age: research and policy », COST ROSEnet Economic exclusion Policy Co-organisé par la Cnav à Paris le 11 janvier 2019.**

Ce séminaire a abordé l'exclusion économique subie par les personnes âgées en identifiant les facteurs micros et macros et leurs conséquences pour la société. Il associera des chercheur.e.s et des expert.e.s de plusieurs pays européens autour de la production et du partage des connaissances et des innovations sur les problématiques de l'exclusion économique, y compris les inégalités économiques, la privation sociale, les systèmes de retraite et l'adéquation des pensions.

Une participante a bénéficié de ce soutien

- **Marine LE CALVEZ**, doctorante en sociologie du laboratoire 2L2S de l'université de Lorraine

### **Journées d'étude « Peut-on se passer de l'EHPAD »**

Organisé par le groupe « Vieillissements et société » du Réseau de Jeunes Chercheurs en Santé et société à Bordeaux le 29 mars 2019

Cette journée d'étude portait précisément sur l'accompagnement des personnes âgées au sein des différents dispositifs existants. Elle a pris acte de la multiplication de solutions alternatives à l'EHPAD et au domicile. Elle avait pour objectif d'interroger la conception de ces dispositifs et leur capacité à rendre les personnes âgées sujet de leur vieillissement et de rendre compte des ressources mobilisées ou des stratégies mises en place par les personnes âgées et leurs proches dans l'avancée en âge.

Deux participant-e-s ont bénéficié de ce soutien :

- **Mathieu NOIR**, doctorant en sociologie à l'université Lumière Lyonn 2, Centre Max Weber
- **Fany CERESSE**, architecte et post-doctorante en sociologie à Montpellier

## **6e colloque international REIACTIS "Société inclusive et avancée en âge"**

**Organisé par le REIACTIS avec l'Université de Lorraine (laboratoire 2L2S) et le soutien de l'ILVV à Metz 4-6 février 2020.**

Qu'il s'agisse des grands principes politiques, philosophiques, sociologiques, économiques ou juridiques qu'est-ce qui participe de l'inclusion ou de l'exclusion des individus ou des groupes du seul fait de leur avancée en âge? À partir de cette première question centrale, le colloque permettra d'examiner les processus explicites ou implicites d'exclusion et d'intégration dans la conduite des politiques publiques, dans les dispositifs d'intervention, et dans les interactions quotidiennes entre les personnes âgées et leurs environnements. Face au «vieillissement pluriel», il s'agit aussi de comprendre les interactions entre les déterminants physiques, psychiques, socio-économiques et culturels dans les processus d'inclusion/exclusion. Pour aborder ces questions, le colloque international propose un axe transversal et trois entrées thématiques privilégiées.

Deux participant-e-s ont bénéficié de ce soutien :

- **Guillaume MATUZESKY**, doctorant en anthropologie, Laboratoire UMR-CNRS 5600, Université Lumière Lyon2
- **Lucie DÉLIAS**, doctorant en Sciences de l'Information et de la communication à l'Université Sorbonne Nouvelle - Paris 3



**Retour d'expérience des journées d'études :  
« Vieillissement et territoire : Expertises croisées »,  
14 & 15 novembre 2018 à Metz transmis  
par Cécile ROSENFELDER**

### **Apports et enseignements**

Le programme de la journée d'étude (JE), intitulée « vieillissement et territoire, expertise croisée », était très dense et très varié, sans pour autant être trop « lourd ». Les nombreux intervenants présents ont, il me semble, pour chacun d'entre eux, eu la possibilité (et notamment du point de vue du temps de parole) de donner un aperçu clair et complet de leur recherche. Cela a, selon moi, contribué à la qualité des débats et des discussions pendant les temps d'échange formels — lors des sessions — et des temps plus informels — lors des repas et des pauses.

Au-delà de la qualité des interventions, la dimension interdisciplinaire de la journée m'a semblé très pertinente pour aborder la question du « territoire ». L'interdisciplinarité a été pensée comme un levier ou un moyen particulièrement utile pour éclairer cette notion, très utilisée, mais aussi très floue. Les différentes approches mobilisées et leur articulation, sans nier la dimension polysémique du « territoire », mais plutôt en l'assumant, ont permis d'en préciser les contours, les enjeux, les problématiques et les contradictions. À noter que la mise en relief de travaux internationaux (notamment au Québec) et l'intervention d'acteurs de terrain ont participé de cette même démarche.

Ce faisant, les différents thèmes abordés lors de cette JE m'ont permis, d'une part, d'appréhender sous un angle un peu différent, à partir de la notion de « territoire », mes propres recherches, portant sur la transformation de l'offre de services destinée aux personnes âgées et aux personnes en situation de handicap. D'autre part, cette JE a été une occasion de découvrir des enquêtes de terrain (celles réalisées au Val de Fensch), des démarches (propres aux recherches participatives) et des axes d'analyse (la session consacrée aux « invisibles » de la participation) intéressants pour alimenter mes réflexions et mieux saisir certains des enjeux que sous-tend l'adaptation des territoires au (x) vieillissement (s).

### **Réseaux et liens**

Étant membre du REACTIS junior, cette JE a constitué une belle opportunité pour retrouver les membres de l'association, prendre connaissance de l'actualité de leurs recherches et réfléchir avec eux à des perspectives pour la suite. Cet événement a aussi été une occasion de rencontrer de jeunes chercheurs qui travaillent sur les questions de territoire et de vieillissement (ou qui envisagent de le faire) ainsi que des chercheurs plus expérimentés et des acteurs de terrain, dont les thématiques de recherche et les orientations sont proches des miennes.



**Retour d'expérience des journées d'études :  
« Vieillesse et territoire : Expertises croisées »,  
14 & 15 novembre 2018 à Metz transmis  
par Aurélie CHOPARD-DIT-JEAN**

Les Journées d'études « *Vieillesse et territoires. Expertises croisées* » des 14 et 15 novembre 2018, à Metz, ont été l'occasion d'enrichir mes connaissances au niveau scientifique, avec une perspective internationale, de me conforter dans l'approche pluridisciplinaire de mon objet d'étude et d'élargir mon réseau.

Ma thèse en psychologie porte sur la compréhension du désir de mourir des personnes âgées accueillies en établissement d'hébergement, en prenant en compte leurs parcours de vie. Je porte une attention particulière au récit que les personnes font de leur vie, aux événements qui ont contribué à ce qu'elles sont aujourd'hui, à ce qui est important pour elles maintenant, à la manière dont elles vivent leur vieillissement et l'entrée en établissement, et au sens qu'elle donne à leur existence. Pour ce faire, ma méthodologie de recherche permet de recueillir directement la parole des personnes âgées.

Les Journées d'études « *Vieillesse et territoires. Expertises croisées* » des 14 et 15 novembre 2018, à Metz, ont été l'occasion d'enrichir mes connaissances au niveau scientifique, avec une perspective internationale, de me conforter dans l'approche pluridisciplinaire de mon objet d'étude et d'élargir mon réseau.

Ma thèse en psychologie porte sur la compréhension du désir de mourir des personnes âgées accueillies en établissement d'hébergement, en prenant en compte leurs parcours de vie. Je porte une attention particulière au récit que les personnes font de leur vie, aux événements qui ont contribué à ce qu'elles sont aujourd'hui, à ce qui est important pour elles maintenant, à la manière dont elles vivent leur vieillissement et l'entrée en établissement, et au sens qu'elle donne à leur existence. Pour ce faire, ma méthodologie de recherche permet de recueillir directement la parole des personnes âgées.

### **Un regard complémentaire sur mon objet d'étude**

Durant cet événement, les intervenants, de différentes disciplines (géographie, sociologie, sciences de l'éducation...), ont présenté leurs travaux.

La population âgée a de multiples facettes (plusieurs tranches d'âge, des vécus différents, une manière singulière d'appréhender son territoire, des histoires uniques...), sur des territoires à géographie variable. La diversité des formes du « vieillir » a été mise en avant ainsi que le vieillissement différentiel. Chaque parcours de vie et chaque territoire de vie influencent la manière de vivre son vieillissement. Ainsi, chaque événement de vie (une séparation, un deuil, une perte) est vécu de manière singulière.

Sébastien Lord a d'ailleurs illustré cela de manière tout à fait pertinente : le fait de disposer de sa propre voiture personnelle permet de vivre son territoire de manière différente. La voiture personnelle a une représentation spécifique pour chaque personne, qu'elle vive en milieu urbain ou rural, selon l'utilisation qu'elle en fait, etc. Le jour où la personne ne peut plus utiliser sa voiture, du fait notamment des difficultés liées à son avancée en âge, la perception de son territoire va être bouleversée. Cet élément vient éclairer les propos de certains participants à ma recherche qui parle du fait de ne plus utiliser leur voiture personnelle comme un événement marquant de leur histoire de vie.

D'autres intervenants ont évoqué le moment où la personne âgée doit quitter son domicile. Elle perd son « chez soi », ses objets familiers, mais aussi un quartier, des voisins, un village... Ces éléments viennent également illustrer de manière tout à fait pertinente les propos des participants à la recherche que je mène. La notion de « territoire vécu » prend tout son sens : comment appréhender la parole de toutes les personnes âgées ? Recueillir la parole des premières personnes concernées semble essentiel, que ce soit dans une recherche ou une consultation citoyenne.

Au cours des journées d'études, les débats ont abordé l'entrée en établissement : selon certains intervenants et participants à la journée, cet événement de vie est appréhendé avec crainte par les personnes âgées. Les discussions avec les participants ont permis d'aborder la mise en place de Conseils de la vie sociale en établissement, pour laisser la parole aux usagers. Des petites choses de la quotidienneté peuvent y être écoutées telle que la couleur d'un mur, une proposition d'assaisonnement dans la soupe... Il s'agit d'offrir aux personnes accueillies en établissement la meilleure façon de finir sa vie, et cela tient parfois à l'amélioration de petites choses du quotidien (Pierre-Henri Daure). Il est alors apparu qu'une « culture de l'écoute au fil du temps » (Marc Berthel) doit être adoptée dans les établissements avec les personnes qui y vivent.

Ainsi, ces journées d'études ont montré que dans une recherche (ici en gérontologie), il est important de ne pas se limiter à un seul champ disciplinaire. Adopter un regard pluridisciplinaire ne fait qu'enrichir la réflexion. Les propos des intervenants et les échanges avec le public sont venus éclairer mon objet d'étude.

### **Une collaboration entre chercheurs, professionnels, acteurs de la société civile et retraités**

Tout au long des interventions, des projets concrets ont été présentés, réalisés parfois grâce à une collaboration tout à fait intéressante entre chercheurs, professionnels, acteurs de la société civile et retraités. Co construire une recherche avec les acteurs qui œuvrent sur le terrain est tout à fait pertinente, de la rédaction du « protocole de recherche » à l'analyse des résultats et leur dissémination.

### **Une ouverture internationale**

De plus, ces journées d'études, grâce à leur ouverture internationale, montre que s'inspirer de ce qui se fait à l'étranger est tout à fait innovant.

### **Des moments de convivialité permettant une mise en réseaux**

Au-delà des interventions et des débats avec le public, les moments de convivialité ont constitué de véritables temps forts : ce fut l'occasion d'une mise en réseaux avec des personnes d'horizon et de champs disciplinaires différents, dont des jeunes chercheurs. Des échanges sur le parcours de thèse et l'intérêt d'être membre du groupe REIACTIS Juniors ont eu lieu.

Je remercie l'ILVV de m'avoir donné l'opportunité de participer à un tel événement !

**Aurélie CHOPARD-DIT-JEAN**

*Doctorante en psychologie*

*Université Bourgogne Franche-Comté, MSHE Ledoux USR 3124, Laboratoire de psychologie EA 3188 (France) & Université de Lausanne, Faculté des Sciences Sociales et Politiques, Programme de recherche LINES (Suisse)*

*Psychologue clinicienne*

*Trésorière Adjointe du REIACTIS (Réseau d'Etudes International sur l'Âge, la Citoyenneté et l'Intégration Socio-économique [www.reiactis.com](http://www.reiactis.com)) & Coordinatrice du groupe REIACTIS Juniors.*





## Retour d'expérience séminaire ROSEnet : « Economic exclusion in old age : research and policy », 11 janvier 2019 à Paris transmis par Marine LE CALVEZ

Le séminaire ROSEnet organisé à Paris le 11 janvier 2019 fut l'occasion de nourrir mon travail de recherche et de rencontrer de nouvelles personnes travaillant autour du vieillissement.

### 1) Des jalons pour saisir les enjeux de l'exclusion socio-économique

Mon travail de thèse est orienté sur la participation des personnes âgées, en particulier leur participation dans l'adaptation des territoires au vieillissement. Je m'intéresse notamment aux personnes dites « invisibles » dans les espaces habituels de participation. Or celles-ci sont souvent des personnes cumulant différentes caractéristiques pouvant mener à des situations d'exclusion. D'où mon intérêt pour le séminaire proposé, sur l'exclusion socio-économique des personnes âgées.

Comme Jim Ogg et Kieran Walsh l'ont expliqué, l'exclusion économique est multidimensionnelle, elle est plus large que le seul critère de revenu. Il faut prendre en compte d'autres indicateurs pour l'évaluer, tels que le niveau de consommation, le logement, ... et des éléments subjectifs. Michal Myck est revenu dessus dans son propos, invitant à s'appuyer sur les évaluations des personnes elles-mêmes sur leur capacité à joindre les deux bouts. Dans mon propre travail, par exemple dans le diagnostic d'un territoire, cela m'incite à m'appuyer sur une diversité d'indicateurs pour nuancer les situations d'exclusion, particulièrement sur des éléments subjectifs.

Kieran Walsh a précisé les spécificités de l'exclusion au grand âge : elle est le résultat d'une accumulation d'événements qui ont marqué la vie des personnes, les personnes ont moins d'opportunités, et moins de possibilités de rencontres, en raison de l'absence de travail et d'une santé limitant les déplacements. Les interventions sur les pensions et les inégalités entre les femmes et les hommes font écho à ce que je constate sur le terrain, avec, par exemple des femmes immigrées qui n'ont pas travaillé, ou des femmes qui vivent plus longtemps et sont aujourd'hui veuves.

Mais c'est vraiment l'éclairage de James Banks qui fut surtout enrichissant pour moi. D'abord, la recherche autour de « l'épidémie de la solitude », faisant le constat que la solitude n'augmente pas chez les personnes âgées mais plutôt dans la société britannique dans son ensemble, permet de prendre du recul par rapport aux discours communs et aux pré-notions que je pourrais avoir, d'autant plus que je viens d'entrer dans le champ du vieillissement, qui m'était auparavant inconnu. Cela me rappelle aussi un article de Dominique Argoud sur le problème public de la solitude des personnes âgées, construit en France après la canicule de 2003.<sup>1</sup>

<sup>1</sup> Dominique Argoud, « L'isolement des personnes âgées. De l'émergence à la construction d'un problème public », *Gérontologie et société*, 2016/1 (vol. 38 / n°149), p. 25-40.



En tant qu'économiste, James Banks, a ensuite défini les différentes facettes du statut économique au grand âge. Il distingue quatre facteurs principaux influant sur le statut économique : le revenu (un flux), la richesse (un stock), la consommation et le marché du travail. Ces ressources économiques varient en fonction du pays, des politiques publiques en place mais aussi, à un niveau micro, en fonction des individus, de leur ménage et de leur famille.

Finalement, en tant que sociologue ayant eu des enseignements d'économie politique, j'ai apprécié bénéficier du regard d'un économiste sur l'exclusion des personnes âgées. Cela m'incite à ne pas oublier les façons de problématiser dont j'ai connaissance. D'une part, comme James Banks l'a rappelé, les économistes distinguent les niveaux micro-économiques et macro-économiques, les situations observées à ces deux niveaux pouvant entrer en opposition. D'autre part, les économistes distinguent les enjeux de court terme et de long terme. Observer des enjeux différents nécessite selon eux, de recourir à des outils différents, un seul outil ne pouvant servir deux objectifs à la fois. Enfin, l'intervention sur les gilets jaunes de Jean-Pierre Bultez, consultant auprès des Petits frères des pauvres, m'incite finalement à creuser le lien entre exclusion économique et exclusion politique et ainsi à préciser la catégorie des « invisibles » des processus démocratiques, catégorie mise en avant par une recherche du Réiactis, le programme d'études internationales sur le vieillissement.

## **2) Une entrée dans un réseau européen**

Cette journée d'études fut la première journée d'études en anglais et sur le vieillissement, à laquelle j'ai participé, après des journées d'études à Metz, autour du Réiactis, un réseau d'études international principalement francophone. Ce fut une belle opportunité pour prendre vraiment conscience de la dimension que représente la recherche européenne en sciences humaines et sociales sur le vieillissement.

J'ai d'abord eu la chance que Jim Ogg me contacte en amont, en tant que bénéficiaire d'une bourse ILVV, pour me présenter le ROSEnet et Kieran Walsh, Chair du réseau. J'ai rencontré une autre personne de la CNAV, à savoir Violaine Leyder, coordinatrice dans la direction des relations internationales, et avec qui j'ai pu partager mon travail de recherche comparatif. Elle m'a proposé de me transmettre des références pour mieux connaître les politiques de vieillesse en Allemagne.

J'ai rencontré Pr. Monika Alisch, sociologue urbaine spécialisée sur le vieillissement, et enseignante dans une université de travail social en Allemagne. J'ai pris connaissance de ses travaux à la suite de la conférence, et j'espère pouvoir la rencontrer au printemps afin d'échanger là-dessus.

J'ai également fait la connaissance de Lena Dahlberg, chercheuse suédoise membre du « social relations working group ». M'intéressant à la participation sociale des personnes âgées, je lirai ses travaux ainsi que ceux de Kieran Walsh et de leurs équipes.

A la fin de la journée, j'ai rencontré Isabelle Tournier, qui travaille au centre d'informations sur la démence au Luxembourg. Etant concernée, à Metz, par la recherche transfrontalière, et une de mes collègues, doctorante en géographie étudiant le vieillissement dans la grande région (Wallonie, Lorraine, Luxembourg, Sarre, Rhénanie-Palatinat), j'espère rester en contact avec elle.

Enfin, j'ai fait connaissance de Carlyne Berthot, doctorante en sociologie à Grenoble, qui travaille sur VADA et les relations entre les personnes âgées et leur environnement. Nous avons pu échanger sur nos travaux et avons prévu de garder le contact.



## Retour d'expérience journée d'études : « Peut-on se passer de l'Ehpad ? », 29 mars 2019 à Bordeaux

par Mathieu NOIR

Tout d'abord, je remercie grandement l'ILVV pour avoir soutenu financièrement ma participation à cette journée d'étude. Bien que n'ayant pas communiqué moi-même au cours de cette journée, elle a été riche en rencontres avec d'autres participants (chercheurs et acteurs de terrain) et en enseignements tirés des présentations des recherches menées par les intervenants.

### **Enseignements et pistes dégagés des présentations :**

Mes propres recherches portent sur l'accompagnement d'un proche âgé dépendant, dont un volet est tourné sur le recours aux dispositifs d'aide aux aidants déployés ces dernières décennies dans la perspective d'un « maintien à domicile » le plus longtemps possible. La question des alternatives à l'Ehpad était donc d'un intérêt particulier puisque l'entrée en institution apparaît typiquement comme une solution de dernier recours qui vient en bout de course au maintien au domicile. Il était alors stimulant de prendre connaissance d'analyses portant sur les alternatives à l'Ehpad car ces dispositifs apparaissent chacun traversés par une volonté de maintenir des allures domiciliaires.

On retrouve ainsi une volonté de rapprochement avec des formes d'habitat ordinaire, en même temps qu'un effacement de la place du soin et de la prise en charge médicale. Ces dispositifs témoignaient chacun, dans leur appellation même, de ce souhait de mettre à distance la visibilité du soin, de la rupture avec la vie à domicile et peut-être aussi de la fin de la vie elle-même. On parle par exemple d'habitat « intermédiaire », « adapté », « groupé », « partagé », « inclusif », « participatif », « accompagné », et de manière assez frappante de *Demenz WG* en Allemagne (qui pourrait être traduit par « colocation » de personnes avec démence, et que des initiatives françaises prennent comme modèle).

De manière similaire aux évaluations de dispositifs de maintien à domicile, les bénéfices de ces alternatives à l'Ehpad sont souvent évalués en termes de coût (plus faible qu'en Ehpad), et du délai voire d'évitement du moment de l'entrée en Ehpad. À mon sens, ce qui est particulièrement significatif, c'est que ces dispositifs alternatifs me paraissent s'inscrire dans une volonté de rupture de la frontière entre vie à domicile et vie en institution. Dans certains cas, cela invite à questionner en quoi certaines de ces initiatives se distinguent des offres de maintien à domicile. Par exemple, on peut se demander en quoi le dispositif d'Ehpad « hors les murs »,

analysé par Louis Braveman, diffère (outre l'acronyme) d'une offre de maintien à domicile puisque les services sont principalement donnés au domicile de l'aidé. C'est comme si la volonté de se distancier du modèle de l'Ehpad s'appuyait essentiellement sur le modèle de la vie à domicile, si bien que le dispositif relèverait plutôt d'un effort de maintien à domicile plutôt que de la création d'une véritable alternative à l'Ehpad. On touche ici aux limites qui ressortent des analyses présentées par les intervenants, et qui appellent à des prolongements.

### **Limites et prolongements :**

Comme cela a été remarqué par les discutantes Iris Loffeier et Anne Bérénice Simzac, les analyses n'interrogeaient pas le type de public concerné et visé par ces alternatives à l'Ehpad. Or, plutôt que de supposer que ces nouveaux dispositifs se substituent à l'Ehpad, il se peut que les usagers ne soient tout simplement pas les mêmes. Par exemple, on se doute que les résidences services seniors non médicalisées (type Domytis) analysées par Antoine Gérard s'adressent à un autre public que celui concerné par l'entrée en Ehpad, et n'en constituent donc pas une alternative.

La sélection des usagers des dispositifs alternatifs à l'Ehpad reste à interroger. On connaît donc peu de choses sur les logiques de recours aux dispositifs par les aidés et leurs proches (ce que mes propres recherches pourront participer à éclairer), sur le type de public visé, sur les éventuels critères énoncés pour y accéder, ainsi que sur les limites fixées pour le maintien au sein du dispositif.

Par extension, on peut se demander si ces alternatives à l'Ehpad ne participeraient pas davantage à repousser le délai de l'entrée en Ehpad qu'à s'y substituer. Dans ce sens, l'Ehpad resterait la solution de dernier recours où l'entrée est envisagée le plus tard possible, pour une durée de vie que l'on devine particulièrement courte.

Je ressors donc de cette journée d'étude avec une question centrale : où place-t-on la mort ? Paradoxalement, le sujet de la fin de vie n'a pas été abordé (peut-être n'est-elle tout simplement pas prise en compte par ces dispositifs alternatifs). En somme, on peut encore se demander si on peut se passer de l'Ehpad pour la fin de vie, et à quelles conditions.

### **Personnes rencontrées, et informations collectées :**

Cette journée a été l'occasion de la découverte de travaux scientifiques dont je n'avais pas connaissance. Par exemple, les interventions pertinentes d'Iris Loffeier m'ont appelé à m'intéresser à son travail scientifique qui m'était inconnu alors qu'il se situe dans mes intérêts de recherche.

En tant que membre de la coordination du réseau de jeunes chercheurs *VieillessementS & Société*, j'ai pu présenter nos activités à des participants dont certains se sont montrés intéressés pour le rejoindre.

Enfin, les rencontres ont été riches de conversations avec des acteurs professionnels que je rencontre malheureusement trop rarement car ils sont peu présents dans les

manifestations scientifiques auxquelles j'assiste. J'ai par exemple eu de fructueux temps d'échanges avec des architectes d'Ehpad qui m'ont fait part de leur regard sur ces établissements. Pour eux, le plus grand délai pour l'entrée en Ehpad combiné à des contraintes budgétaires se traduisaient par des difficultés ressenties dans leurs propres activités : la plus grande dépendance des résidents lors de l'entrée en Ehpad amène à des contraintes sur l'espace architectural étroit de l'Ehpad. Cela invite à questionner les répercussions sur ces établissements des dispositifs mis en place pour retarder au maximum l'entrée en Ehpad.



## Retour d'expérience journée d'études : « Peut-on se passer de l'Ehpad ? », 29 mars 2019 à Bordeaux transmis par Fany CERESE

Avant toute chose, je tiens à remercier le groupe « Vieillessement et Société » du Réseau des Jeunes Chercheurs Santé et Société pour l'organisation de cette journée d'étude dont l'intitulé « Peut-on se passer de l'EHPAD ? » résonne fort avec l'actualité mais surtout avec les questionnements des sujets âgés et de leurs proches qui, comme le montre les études consentent rarement de bon gré à une entrée en établissement.

Il s'agit dans cette session introductive d'explorer les notions qui ont été, sont, ou pourraient être mobilisées pour penser l'EHPAD ; éclairer dans un premier temps la réticence des personnes concernées à travers les concepts d'institution totale ou disciplinaire, mais aussi envisager un repositionnement plus désirable à travers le concept d'hospitalité.

Pour cela, je suis heureuse d'accueillir nos deux intervenantes :

- **Pearl Morey**, doctorante en sociologie au Laboratoire CERMès à l'École des Hautes Etudes en Sciences Sociales à Paris, Boursière de la Fondation Médéric Alzheimer en 2017 et 2018 qui présentera une réflexion sur les concepts sociologiques reflétant les tensions en EHPAD entre la liberté (qui est rappelons-le un droit fondamental constitutionnel) et la sécurité (qui répond au principe de précaution). Il s'agit d'un extrait de sa thèse qui étudie les technologies de géolocalisation en établissement et leurs promesses de conciliation entre liberté d'aller et venir et protection des personnes considérées comme vulnérables.
- Notre deuxième invitée, **Manon Labarchède** est architecte et doctorante en sociologie au sein du Laboratoire PAVé de l'École Nationale Supérieure d'Architecture et de Paysage de Bordeaux – également lauréate de la Bourse doctorale de la Fondation Médéric Alzheimer. Il s'agira à travers son intervention d'explorer les autres manières d'être - si j'ose dire – possibles pour les institutions ; comment la notion d'hospitalité peut se présenter comme alternative à celle de disciplinaire, avec un double regard : sociologique mais aussi spatial ou architectural.

Ces deux interventions s'inscrivent clairement dans la réflexion qui traverse actuellement le secteur médico-social – en gérontologie mais aussi dans le champs du handicap et de la protection sociale à l'enfance – qui a saisi récemment la nécessité d'évoluer pour répondre au-delà des besoins présumés des personnes, à leurs aspirations, et notamment de passer d'une logique d'hébergement à une logique que la CNSA dans son chapitre prospectif « pour une société inclusive », qualifie de « domiciliaire ». Il s'agit en somme de considérer que pouvoir habiter, posséder encore malgré le besoin d'aide un espace, un territoire privé dans lequel



il est possible d'être maître chez soi, fait partie des besoins fondamentaux des personnes. Il s'agit aussi de remettre en question l'amalgame délétère qui a été fait entre « dépendance » et « perte d'autonomie », subtil glissement sémantique qui a permis de considérer qu'avoir besoin d'aide dans les actes de la vie quotidienne se soldait nécessairement par une perte de capacité de vivre selon ses propres règles.

L'évolution du secteur est en marche, il n'y a qu'à observer les différents appels à projets lancés par les Agences Régionales de Santé : « Habitat inclusif », « EHPAD hors les murs », « Services polyvalents d'aide et de soins à domicile », « Equipes Spécialisées Alzheimer », ... autant de nouvelles modalités d'accompagnement qui viennent répondre à la demande des personnes de pouvoir vieillir et mourir chez elles. Dans cette dynamique, les établissements sont à nouveau positionnés comme dernier recours, avec assez peu de marge de manœuvre, placé sous le coup des injonctions paradoxales des pouvoirs publics :

- Être un lieu de vie mais être capable d'atteindre le niveau sanitaire d'un hôpital ;
- Permettre la liberté d'aller et venir mais limiter les risques, sans parler du plan Vigipirate ;
- Promouvoir la bienveillance mais disposer d'assez peu de moyens humains (0.5 ETP/résident, soit une présence effective de 60 min par jour pour chaque personne, moitié moins que dans le champ du handicap)
- ...

On assiste aussi à une évolution du public accueilli, qui vient remettre en question les EHPAD dans la structuration de leur offre. Alors que ceux-ci se préparaient à toujours plus de dépendance physique, il s'avère que les personnes entrent davantage en raison de troubles cognitifs, voire même avec des troubles relevant de la psychiatrie, qu'elles sont plus jeunes, plus mobiles et que leur besoin d'accompagnement est bien moins centré sur des actes de nursing que sur la dimension sociale. Alors quel sens cela a-t-il de continuer à recruter quasi-exclusivement des professionnels soignants pour ensuite tenter en vain de leur faire enlever la blouse et décentrer leurs pratiques du soin ? Quel sens cela a-t-il de créer une unité spécifique alors que 75 % des résidents de la structure pourraient être concernés ?

Il paraît nécessaire désormais de réinterroger non pas les pratiques mais la finalité même des établissements et le regard que l'on porte sur le public accueilli. Cela passe bien entendu par une réflexion sémantique : quels mots employons-nous ? Quels sont les concepts sous-jacents ? Ou plus largement : Que vise-t-on et pourquoi ? Se poser des questions avant d'apporter des réponses en somme. Et pour que le changement de paradigme soit effectif, il faudrait d'une part co-construire les réponses **avec et pour** l'ensemble des parties prenantes, et en premier lieu desquelles les personnes concernées, et d'autre part, avancer sur la question du partage des responsabilités et du consentement à la prise de risque pour sortir d'une logique sécuritaire.



**ILVV**  
INSTITUT DE LA LONGÉVITÉ  
DES VIEILLESSES ET DU  
VIEILLISSEMENT



## Retour d'expérience 6<sup>ème</sup> colloque du REIACTIS : « Société inclusive & avancée en âge », 4-6 février 2020 à Metz transmis par Guillaume MATUZESKY

Le colloque « Société inclusive et avancée en âge » du Réseau d'Études International sur l'Âge, la Citoyenneté et l'Intégration Socio-économique (REIACTIS) a eu lieu du mardi 4 au jeudi 6 février 2020 à Metz en France. Réunion importante au sein des études sur le vieillissement pour les chercheurs, les professionnels, les praticiens et toutes les personnes engagées sur ces thématiques. Trois jours de colloque, une cinquantaine de sessions thématiques dont la moitié avec un dispositif de traduction simultanée français-anglais ou français-espagnol, des séances plénières, des groupes thématiques, de nombreux posters scientifiques et des rencontres « Chercheurs-Citoyens ». La note de retour d'expérience est par conséquent l'expression d'un point de vue nécessairement particulier et synthétique.

La session « L'emploi des seniors en question » (Présidence : Anne-Marie Guillemard, Modération : Blandine Destremau et Elena Mascova) a permis des échanges de qualité sur les évolutions en cours concernant le marché du travail et les politiques publiques de vieillissement actif (*active aging*), avec des situations présentées au Royaume-Uni, en Russie et en Colombie. Christopher Ball a mis en avant les discriminations liées à l'emploi concernant les seniors et les enjeux qu'ont à relever les mondes de l'entreprise dans ce domaine. Anna Cherviakova a communiqué les résultats provisoires de l'étude quantitative en cours en Russie qui étudie les stratégies mis en place dès 40-45 ans par les travailleurs russes en vue d'augmenter leurs chances de se maintenir en emploi pour la suite de leur parcours. Guillaume Matuzesky a présenté son travail ethnographique en cours avec des seniors à Bogota, interrogeant la diversité des trajectoires laborieuses dans un monde urbain des Suds marqués par la non-hégémonie du travail salarié, interrogeant ainsi différentes versions du vieillissement actif.

C'est à la croisée de ces interventions que les modératrices Blandine Destremau et Elena Mascova ont prolongé les réflexions. Les apports sur des situations internationales permettent d'identifier que les pensions reçues ne conduisent pas nécessairement à l'arrêt de l'activité professionnelle. Il s'agirait alors de distinguer plus finement les configurations où la pension s'ajoute à différentes sources de revenus, ce qui diffère du statut de retraité.

L'augmentation de l'âge légal d'obtention de la pension conduit une frange seulement de la population à travailler plus longtemps. Une autre partie ne peut pas se maintenir en emploi (fatigue du corps, marché du travail défavorable aux seniors) alors l'augmentation de l'âge légal est compensée par des périodes d'inactivité, de longue maladie ou la poursuite d'activités en dehors des secteurs formels et



déclarés, desquels ils sont exclus. La difficulté à se maintenir en emploi en tant que sénior se traduit par des comportements statiques dès 40-45 ans : ne pas changer d'entreprises, s'installer dans certaines zones géographiques pour leur bassin d'emploi, travailler dans les branches qui ne devraient pas débaucher les séniors.

En définitive, ces réflexions à la croisée de l'emploi et du vieillissement interrogent le travail. Où se situe la frontière actif/inactif ? En termes économiques, les statuts de salariés et de retraités marquaient cette différence. Les évolutions du monde du travail d'une part et la diversité des marchés de l'emploi dans les régions du globe fragmentent cette nette distinction. Par ailleurs, la question de genre et du travail invisibilisé, c'est-à-dire des tâches laborieuses non-considérée comme travail et très majoritairement assurées par des femmes, interroge sociologiquement les définitions de l'activité et de l'inactivité, au cœur des réflexions sur les vieillissements et l'inclusion sociale.

Ces éléments croisent les questionnements du groupe thématique 11 Vieillir en contexte africain, notamment la session « Protection sociale et inclusion des personnes âgées en Afrique » (Présidence : Mohammed Amar, Modération : Muriel Sajoux). La question de la sécurité sociale, c'est-à-dire de l'assurance collective des grands risques ou moments de la vie, est centrale. Un modèle privatisé est insatisfaisant en termes de société inclusive car ce sont seulement les populations aisées qui peuvent se faire soigner et vivre leur vieillesse avec des revenus suffisants. Mais, selon M. François-Xavier Albouy de la chaire « Transitions démographiques, Transitions économiques », le problème de la mise en place d'un système public de type français dans certains pays africains est qu'il n'a pas été financé par tous : les travailleurs s'y soustrayaient. Des expérimentations de systèmes inclusifs de santé ont eu lieu dans certains pays africains et asiatiques, couplant une supervision et un financement largement public à des prestataires de santé qui gèrent des zones territoriales. La question centrale est celle de la confiance : il faut que sur un temps long (parcours de vie) le système soit continu et que la cotisation assure des droits plusieurs décennies plus tard. Les questions d'assurance de santé et de revenus lors de l'avancée en âge sont des éléments centraux pour penser une société inclusive lors de l'avancée en âge.

Tous ces éléments interrogent la thématique centrale de ce colloque « Société inclusive et avancée en âge ». Comment penser cette société inclusive en termes de place dans la société, de reconnaissance par les activités, le travail et les ressources nécessaires. La conférence plénière de Serge Paugam, « Société inclusive et liens sociaux. Revenir aux sources de la solidarité humaine » met en avant la variété des liens sociaux, ceux qui libèrent (reconnaissent et protègent) mais aussi ceux qui oppressent (protection sans reconnaissance) et qui fragilisent (reconnaissance sans protection). Sans entrer dans les détails de la richesse de ces analyses, les revenus lors du vieillissement peuvent permettre protection et reconnaissance. Il ne s'agit pas, comme le montre les travaux de Blandine Destremau, de penser que les liens familiaux intergénérationnels de solidarité (qui compensent souvent les failles de la solidarité publique) sont nécessairement des configurations bénéfiques aux séniors.

Par ailleurs, de nombreuses sessions ont questionné la place des mobilités et des territoires dans le vieillissement. Si la question des configurations sociales du vieillir sont centrales dans la perspective de société inclusive lors de l'avancée en âge, les questions d'aménagement du territoire, de liens aux environnements et de mobilité sont clés dans l'analyse fine des maintiens et reconfigurations des liens.

Outre les échanges et les contenus de qualité qui ont permis de nourrir les réflexions relatives à la recherche doctorale, de nombreuses rencontres ont émaillé ces trois journées de colloque, avec des professionnels, des ingénieurs, des chargés de mission de collectivités publiques, collègues doctorantes et universitaires, basé en France ou à l'étranger.

Bien que non formalisé comme réseau, de nombreuses personnes basées à Lyon sont actifs sur les questions du vieillissement : Caroline Pigeon, Aline Alauzet, Laurence Paire-Ficout, du LESCOT IFSTTAR de Bron, non loin du campus Porte des Alpes de l'Université Lyon2 ; Julie Le Blanc, doctorante en anthropologie au LADEC ; Pascal Dreyer, coordinateur du réseau Leroy Merlin Source ; ou encore, Floriane Garin, doctorante en sociologie au CMW qui travaille avec Isabelle Mallon, Professeure. L'interconnaissance permise par le fait de nous retrouver toutes et tous réunies ouvre des possibles, sans même parler des énergies déjà très actives dans l'agglomération voisine de Grenoble.

Le colloque du REIACTIS m'a conduit à mieux appréhender les différents réseaux qui permettent de mettre en place des dynamiques collectives pour avancer dans nos travaux : l'Institut de la longévité, des vieillesse et du vieillissement ILVV (Groupement d'Intérêt Scientifique), les Groupes thématiques 6 et 7 de l'Association française de sociologie (« Politiques sociales, protection sociale et solidarités » et « Vieillesse, vieillissement et parcours de vie »), le Réseau d'Études International sur l'Âge, la CitoyenneTé et l'Intégration Socio-économique et sa composante jeunes chercheurs le REIACTIS Junior, et enfin « VieillesseS & Société », réseau de jeunes chercheurs en sciences humaines et sociales sur les questions de vieillissements et de vieillesse, au sein du collectif des Jeunes Chercheurs Santé et Société. Ces différentes organisations se complètent et travaillent en synergies, elles constituent des réseaux-ressources pour organiser les événements scientifiques, rencontres, séminaires, moments d'échange nécessaires pour faire avancer nos travaux, pour diffuser les résultats de nos recherches ou encore pour penser de nouveaux modes de médiation des savoirs scientifiques.

Guillaume Matuzesky  
Candidat au doctorat d'anthropologie  
Laboratoire UMR-CNRS 5600 Environnement ville société ;  
LabEx IMU ; IC École Urbaine de Lyon  
Université Lumière Lyon2  
Associé au Centre d'études sociales  
Université Nationale de Colombie



**ILVV**  
INSTITUT DE LA LONGÉVITÉ  
DES VIEILLESSES ET DU  
VIEILLISSEMENT



## Retour d'expérience 6<sup>ème</sup> colloque du REIACTIS : « Société inclusive & avancée en âge », 4-6 février 2020 à Metz transmis par Lucie DELIAS

Grâce au soutien de l'ILVV, que je remercie chaleureusement, j'ai eu la chance d'assister à l'intégralité du 6<sup>ème</sup> colloque du REIACTIS au début du mois de février 2020. Le thème du colloque touchait directement aux pistes et interrogations développées dans ma thèse, récemment soutenue. Mon travail doctoral portait sur les usages numériques des adultes âgés et la façon dont les stéréotypes et injonctions normatives spécifiques adressées à ce groupe influencent pratiquement et symboliquement leur relation avec les outils technologiques dans le quotidien. Ainsi, les diverses interventions en lien avec le thème « Société inclusive & avancée en âge » m'ont permis de prolonger mes réflexions sur la façon dont les outils numériques peuvent être considérés comme des moyens efficaces pour améliorer l'inclusion des plus âgés, et, au contraire, comment la numérisation croissante de la vie sociale peut constituer une source supplémentaire d'exclusion.

Provenant d'un laboratoire de Sciences de l'information et de la communication spécialisé dans l'étude des médias et du numérique où je suis la seule membre travaillant sur la vieillesse, j'ai décidé d'assister à des sessions aux thèmes les plus variés possibles pour élargir ma vision des problématiques contemporaines du vieillissement. Ayant étudié principalement les retraités du « troisième âge », je souhaitais, entre autres, approfondir mes connaissances sur le grand âge.

Liste des sessions entendues :

1. Mourir au grand âge en contexte occidental aujourd'hui. Vivre sa fin de vie : quels espaces de dialogue et de choix ?
2. Atelier de curiosité conceptuelle : trois approches de l'inclusion
3. Environnements physiques et sociaux face au vieillissement
4. Formation tout au long de la vie, défis et enjeux pour l'inclusion
5. Vieillesse active, engagement et intégration sociale
6. Intégration, discrimination et intergénération en question
7. L'inclusion digitale au prisme des usagers
8. L'inclusion digitale : nouveaux défis politiques, économiques et sociaux
9. Pouvoir d'agir, *empowerment* et méthodes participatives

De manière générale, j'ai été très intéressée par la variété des points de vue représentés dans les communications (chercheurs, mais aussi professionnels et représentants des institutions internationales) ainsi que par la perspective très internationale du colloque, permettant d'effectuer des comparaisons entre mon terrain en France et la situation d'autres pays (Chine, Japon, Uruguay, Angleterre, Danemark...). Le travail de définition et de critique des notions et concepts

(intégration, inclusion, justice sociale, liens sociaux) proposé par les intervenants s'est avéré particulièrement stimulant.

Un certain nombre de communications, dans les séances plénières comme dans les sessions parallèles, ont interrogé **les liens entre vieillesse et handicap**. J'ai commencé à aborder cette question dans mon travail de thèse, à partir des controverses sociotechniques autour de l'accessibilité des objets numériques et de leurs interfaces pour les publics « empêchés » ou grands débutants : alors que certains promeuvent un design spécifique qui peut s'avérer in fine excluant et infantilisant, d'autres soutiennent l'idée d'un design universel simplifié, qui profiterait à l'ensemble des usagers. Dans cette perspective, les chercheurs en SHS et les membres de la société civile appellent à lutter contre une vision purement biomédicale de la vieillesse et du handicap au profit d'une approche constructiviste qui considère que ce sont des environnements sociaux inadaptés, bien plus que les caractéristiques physiques des individus, qui produisent des situations d'exclusion (P. Fougeyrollas). Néanmoins, la position des personnes vieilles d'une part et handicapées d'autre part ne peuvent pas toujours être mises en équivalence, notamment parce que les aînés ne se constituent que rarement en groupes politiques porteurs de revendications communes, alors que les mouvements autour du handicap sont structurés et relativement anciens. Ainsi, malgré les ponts existant entre les Aging Studies et les Disability Studies, l'âgisme et le validisme apparaissent comme deux types de discrimination comparables mais différentes, à l'instar du sexisme ou du racisme (voir Rennes, 2019). Ainsi, plusieurs interventions ont permis de mieux qualifier les spécificités de la gérontophobie, à partir des cas du traitement médical de l'ostéoporose (J. Guillemot) ou encore de la place des femmes âgées dans l'espace public (A. Meidani).

Les communications ont aussi pointé la nécessité de **dépasser la « culture catégorielle »** issue de la construction de la figure des publics dans les politiques publiques (C. Meistermann), qui enferme les bénéficiaires dans des rôles figés et reconduit une forme d'« autrisme » contraire à l'objectif d'inclusion. Cette conception peut amener à privilégier l'assistance au détriment de la reconnaissance dans le travail d'accompagnement des personnes, menant à des situations où le lien social constitue en réalité une source de fragilité (S. Paugam). Cette idée fait directement écho à mes réflexions sur la catégorie de « senior » utilisée par le marketing et le milieu associatif, qui a des effets parfois plus normatifs que libérateurs pour les personnes concernées. Les intervenants ont recommandé de renverser cette logique de segmentation pour construire des interventions fondées sur la singularité des cas individuels (Y. Pillan) et sur une approche situationnelle. Cependant, ces solutions « sur-mesure » favorisant l'équité exigent des moyens humains et financiers conséquents, qui semblent difficilement compatibles avec les politiques néolibérales et de réduction de dépenses publiques qui dominent dans les pays de l'U.E.

La nécessité de dépasser l'étude exclusive de la vieillesse pour penser et agir sur le vieillissement en **prenant en compte l'ensemble du parcours de vie** a émergé comme un autre point de consensus parmi les intervenants. Afin d'encourager l'inclusion, il semble nécessaire de développer un accompagnement qui prenne place non pas en fonction d'une tranche d'âge, mais de manière intégrative tout au long de la vie, afin de réduire efficacement les inégalités sociales observables dans



la dernière partie de la vie, mais aussi entre les générations (M. Aartsen, S. Harper). Interrogée sur l'absence récurrente des adultes âgés de classes défavorisées et/ou peu éduqués dans les programmes de formation, A. Chamahian a souligné que l'une des seules solutions réalistes pour répondre à ce déséquilibre résidait dans la mise en place d'actions pour développer une socialisation à l'éducation et valoriser plus fortement l'apprentissage pour tous dès le plus jeune âge. Ce constat permet d'éclairer mes propres observations de terrain sur les difficultés liées à l'apprentissage individuel et aux politiques de formation des retraités à Internet, dans un environnement technologique caractérisé par des évolutions permanentes et rapides. Cela fait aussi écho aux propos des auteurs issus de la gérontologie critique qui ont largement inspiré mon travail et appellent au développement des Age Studies, qui étudient l'ensemble des âges de la vie en lien les uns avec les autres (voir Gullette, 2004 ; Katz, 2014). Cette approche permet notamment d'éclairer et de dépasser les discours réducteurs sur le conflit entre les générations qui opposent d'un côté les *digital natives*, utilisateurs experts mais potentiellement mis en danger par leur consommation excessive d'écran, et de l'autre les générations anciennes, incompetentes voire technophobes, mais pouvant être « sauvées » de leur condition problématique de personnes âgées grâce à l'usage des outils numériques.

Enfin, plusieurs communications ont mis l'accent sur l'importance de développer des recherches qui ne visent pas seulement à expliquer et analyser la vieillesse et le vieillissement, mais également à **augmenter le pouvoir d'agir des aînés**. La plupart des travaux sociologiques intègrent désormais, dans un souci de ne pas objectiver les publics étudiés, la prise en compte de la parole et du ressenti des plus âgés, notamment en ce qui concerne la mesure du « vieillissement réussi » : le bien-être, par exemple, est largement reconnu comme étant avant tout une notion subjective. Au-delà, il peut s'agir d'un travail réflexif visant à faire une « sociologie des usages sociaux de la sociologie » (H. Marchal), ou plus directement à mettre en place des dispositifs de recherche participative qui incluent les personnes concernées dans une démarche « par et pour » (M. Paris, B. Eyraud) menant à la valorisation des savoirs expérientiels et de l'*empowerment*. Cette dernière perspective a éclairé mes interrogations, examinées dans un chapitre de ma thèse, concernant la légitimité de ma position de chercheuse « jeune » enquêtant sur des personnes « vieilles » et leurs effets sur les résultats de l'enquête.

**Deux sessions portant plus spécifiquement sur le numérique se sont déroulées le 6 février.** Une part importante des communications, en accord avec les approches développées dans mes travaux, ont appelé à une vision nuancée des effets des NTIC sur la vie des adultes âgés.

Lors de la première session, la présentation de L. Ivan sur le lien entre les grands-mères et les technologies numériques dans les dynamiques familiales m'a particulièrement intéressée. Premièrement, elle montre bien que les NTIC apportent certes des changements, mais ne bouleversent pas radicalement la structure traditionnelle des relations sociales : en raison de leur socialisation genrée, les femmes endossent plus systématiquement le rôle de médiatrices relationnelles. Les grands-mères utilisent alors les TIC pour rester en contact avec les membres de leur famille, mais, dans une logique de *care*, accompagnent aussi leurs petits-enfants dans l'utilisation des outils numériques. Ensuite, l'étude choisit de se

focaliser sur les conflits familiaux liés aux NTIC. Cette perspective est originale dans le sens où elle envisage les aspects potentiellement négatifs des liens de filiation (S. Paugam), que j'ai également pu observer sur mon terrain. En effet, l'assistance que les enfants adultes fournissent à leurs parents âgés dans l'utilisation Internet peut être une source de tension et ne s'avère pas toujours bénéfique pour l'autonomie numérique des aînés.

La seconde session interrogeait les apports des technologies numériques pour les adultes âgés, lorsqu'elles sont utilisées par les institutions. Ces apports sont ambigus : la communication de S. Aouici et R. Gallou sur la dématérialisation des services publics a confirmé mes observations quant à l'inquiétude que provoque la numérisation des démarches du quotidien chez les retraités les moins à l'aise avec Internet. À l'instar des encadrants des associations rencontrées sur mon terrain, les chercheurs appellent au maintien des relations multimodales avec les administrations, sous peine d'augmenter le risque d'exclusion des personnes les plus vulnérables. De son côté, l'étude de C. Humbert sur un dispositif d'échange en ligne entre les membres des équipes médico-sociales s'occupant d'aînés en perte d'autonomie a montré que cette coordination ne permettait pas toujours de mieux prendre en considération la volonté des patients. Les demandes de ces derniers font l'objet de négociations complexes, qui dépassent largement le cadre de l'interface numérique observée.

Ma participation au REIACTIS m'a permis de rencontrer des doctorants travaillant sur le lien entre vieillissement et technologies numériques, ainsi que d'échanger avec plusieurs chercheuses dont je mobilise les travaux dans mes recherches. C'est le cas notamment de Kim Sawchuk, Claire Lafontaine et Loredana Ivan, qui ont fait partie ces dernière années du projet Aging, Communication, Technologies (université de Concordia). L. Ivan m'a conviée à participer à prochaine conférence de l'European Network in Aging Studies (Belgrade, 2021) ainsi qu'à postuler pour le prix de thèse proposé par le réseau. Après la découverte du REIACTIS Juniors lors du colloque, j'envisage également de rejoindre ce groupe.